

OUI ! LES REVENDICATIONS TOUT DE SUITE !

La FNAS FO se félicite que la confédération ait décidé de préserver l'indépendance de FO, en refusant de donner la moindre consigne de vote et d'appeler à toutes manifestations politiques.

Le Premier ministre Michel Barnier, dans la continuité de la politique du gouvernement démissionnaire a déjà annoncé que son futur gouvernement continuera de s'attaquer et de remettre en cause les conquêtes sociales et les droits des salariés.

Dans ce contexte, il est essentiel que FO continue de porter l'exigence du progrès, de la justice sociale, de la liberté et de la paix, dans le cadre de l'indépendance, c'est-à-dire sur le strict terrain syndical. Cela passe par le refus de toute co-construction. Cela passe par le retour à une pratique contractuelle et conventionnelle, pour améliorer le niveau des garanties conventionnelles et accords. C'est le sens de notre recours juridique contre une clause miroir.

Face à un gouvernement qui menace toutes nos conquêtes sociales, il est juste et indispensable que FO prépare l'action commune, nationale et interprofessionnelle sur la base de revendications claires.

C'est dans cette perspective, qu'avec l'Union Nationale de la Santé Privée FO, nous avons invité les Unions et Fédérations du secteur sanitaire, social et médico-social à une réunion intersyndicale le jeudi 26 septembre. Notre objectif est de discuter et de voir comment organiser ensemble la nécessaire mobilisation qui s'impose, d'ores et déjà, dans la Branche du secteur sanitaire, social et médico-social, pour obtenir, contre l'austérité budgétaire qui nous est imposée :

- **le paiement effectif des 183 euros et des rappels de salaires pour tous les salariés concernés,**
- **le retrait du projet employeur de classification,**

- **un accord de majoration des heures de nuits, de dimanche, de jours fériés et de garde des médecins, a minima à hauteur de la majoration octroyée dans la Fonction Publique.**

Par ailleurs, dans tout le secteur social et médico-social, celui de l'insertion, de la petite enfance, de la protection de l'enfance et de l'Aide à Domicile, nous continuons de revendiquer :

- **l'augmentation générale des salaires, tenant compte de l'inflation, qui passe par l'ouverture de réelles négociations libres, sans contraintes, sans chantage, sans soumission aux enveloppes budgétaires de Bercy,**
- **le maintien et l'amélioration des conventions collectives existantes qui reconnaissent les diplômes, l'ancienneté, garantissent des congés supplémentaires et des avantages particuliers (prime décentralisée, etc.), avec des valeurs de points conventionnels maintenues,**
- **un plan financier d'urgence à la hauteur des besoins, permettant entre autres de qualifier les salariés faisant fonction et d'améliorer les conditions de travail et les conditions d'accueil et d'accompagnement des populations les plus fragilisées,**
- **l'abandon des mesures qui visent à porter atteinte aux droits des travailleurs et à fragiliser le rôle des syndicats dans la défense de leurs intérêts,**
- **le retrait de l'acte 2 de l'école inclusive, contre l'inclusion systématique et forcée,**
- **la création de toutes les places et postes nécessaires dans les établissements médico-sociaux.**

La FNAS FO invite ses syndicats à organiser des assemblées de syndiqués et de salariés, dans l'unité, pour établir leurs propres revendications et décider sans attendre des moyens pour les faire aboutir.

Paris, le 18 septembre 2024